

Les Rifains restent mobilisés contre la répression du pouvoir

MAROC Arrestations et condamnations se succèdent encore et toujours

- Le « Hirak », ce mouvement de contestation né il y a près d'un an dans le nord du Maroc, ne semble pas faiblir.
- Il se nourrit de la répression organisée par le régime.

Où en est le « Hirak », ce mouvement de contestation né en octobre 2016 dans le Rif, le nord berbère du Maroc ? Le point culminant de ce mouvement de masse contre la « hogra » (le mépris, l'abus de pouvoir, l'injustice) et la marginalisation de la région devait avoir lieu le 20 juillet dernier lors d'une manifestation annoncée comme historique. Las pour les organisateurs, le pouvoir central marocain avait réagi par une répression générale, accentuant lourdement celle qui avait déjà accueilli le mouvement dès son initiation. Depuis lors, les revendications sont devenues plus concrètes et concernent la libération exigée des centaines de détenus, condamnés ou prévenus, liés à ce mouvement de contestation.

Ce 3 octobre à Casablanca, loin du Rif, une vingtaine de prévenus comparaissent encore devant leurs juges. Des dizaines d'autres ont déjà été condamnés à diverses peines, avec un funeste record pour le jeune (18 ans) Jamal Ouled Abdennabi, condamné à 20 ans de prison en première instance. Et les arrestations continuent, à un rythme quotidien. « Les associations locales recensent entre trois et dix nouvelles interpellations par jour », relève l'ONG EuroMedDroits au terme d'un communiqué destiné à faire connaître « la détérioration des conditions de détention des prisonniers politiques du Hirak ».

Le nombre exact de prisonniers est difficile à établir. Les sources vont de 200 à 500. Ce qui est sûr c'est que des dizaines d'entre eux observent une grève de la faim depuis plusieurs semaines pour dénoncer à la fois leur détention, qu'ils estiment arbitraires, et dénoncer les conditions de leur détention. Certains grévistes de la faim seraient dans un état critique, incapables d'encre se mouvoir. Des cas de torture ont été dénoncés par Amnesty et Human Rights Watch alors que des

avocats ont parlé de harcèlement à leur rencontre. Sur place, comme nous le dit Labib Fahmy, journaliste belge d'origine rifaine, « un couvre-feu non déclaré a été mis en place, la région est comme en état de siège entretenu par une présence massive de militaires ».

Les autorités n'aiment guère les témoins. Quatre journalistes étrangers ont été expulsés en 2017, deux Espagnols, un Algérien et un Irano-Britannique. Ce dernier a été renvoyé à Londres la semaine dernière au motif qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de se rendre dans le Rif. Sept journalistes rifains sont, eux, sous les verrous, selon Labib Fahmy.

« Nous avions cru que les années de plomb étaient terminées, mais on voit aujourd'hui le même phénomène se répéter » MOHAMED NESHNASH

Sur le plan politique, on ne peut parler d'avancée. Le roi Mohamed VI, que l'on dit inquiet, a reçu lundi un rapport d'audit sur le projet de développement d'Al-Hoceima, l'épicentre de la contestation dans le Rif, qui avait été lancé en octobre 2015. Les inspecteurs ont décelé « le retard » ou « la non-exécution » de plusieurs points, mais ont exclu « tout acte de malversation ou de fraudes ». Ce programme, baptisé « Al-Hoceima, phare de la Méditerranée, 2015-2019 » (*Al Hoceima Manarat Al Moutawassit*), avait été doté d'un budget de 600 millions d'euros.

Mais cette initiative peine à convaincre. « Franchement, ils ne sont pas sérieux », nous dit Saïd el-Amrani, un autre journaliste belge d'origine marocaine et rifain de son état, « ça fait des années qu'on parle de ce programme, mais nous n'avons rien vu malgré les beaux discours. Après l'arrestation de plus de 420 activistes pacifistes, les gens ne croient plus à leurs promesses. »

Le souverain s'apprête-t-il à frapper un grand coup de communication ? La rumeur et certains médias locaux disent en tout cas qu'il devrait débarquer sans prévenir avec sa suite à l'aéroport d'Al-Hoceima. Il y constaterait sans doute que le mouvement de revendication régional ne s'apparente nullement à des velléités sécessionnistes, comme les ennemis du « Hirak » le décrivent volontiers pour

mieux le discréditer au plan national.

C'est d'ailleurs ce que fait remarquer le vieux militant des droits de l'homme Mohamed Neshnash dans les colonnes du magazine *TelQuel* ce 2 octobre tout en exprimant ses regrets à propos du traitement du Hirak par le pouvoir : « Pourquoi détient-on des personnes simplement parce qu'elles portent le drapeau rifain et ont des revendications économiques et sociales légitimes ? D'un côté, le Maroc est généreux et dit qu'il pardonne à tous les Sahraouis qui ont pris les armes contre le royaume. De l'autre, il emprisonne des manifestants qui ne sont même pas séparatistes. Ce n'est pas cohérent ». Et de lâcher une réflexion amère en allusion au règne de feu Hassan II : « Nous avions cru que les années de plomb étaient terminées, mais on voit aujourd'hui le même phénomène se répéter ». ■

BAUDOIN LOOS

LES MAROCAINS À L'ÉTRANGER

Les Rifains de Belgique également mobilisés

Une bonne partie de la communauté rifaine émigrée s'est rapidement mobilisée pour soutenir le Hirak. En Belgique aussi. « Depuis le 28 octobre 2016, explique Saïd el-Amrani, nous avons organisé une vingtaine de rassemblements et de manifestations (devant l'ambassade du Maroc, devant la Commission européenne, dans la rue...), la dernière ce 30 septembre à Schuman. La plus importante, qui eut lieu le 10 septembre, a démarré de Stalingrad vers le parlement bruxellois, et aussi celle de juillet qui coïncidait avec la fête de fin de Ramadan. Nous dénonçons les violations des droits humains au Maroc, nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques et l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires envers les militants. Enfin, nous appelons l'État belge et l'ensemble des pays européens à assumer leurs responsabilités par rapport aux violations continues des droits de l'homme au Maroc. »

B. L.